

ARAT, Zehra F. *Democracy and Human Rights Trade Offs in Developing Countries*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, 1991, 231p.

Joseph Maïla

Volume 23, numéro 2, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703013ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703013ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maïla, J. (1992). Compte rendu de [ARAT, Zehra F. *Democracy and Human Rights Trade Offs in Developing Countries*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, 1991, 231p.] *Études internationales*, 23(2), 454–455.
<https://doi.org/10.7202/703013ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

ARAT, Zehra F. *Democracy and Human Rights Trade Offs in Developing Countries*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, 1991, 231p.

L'intérêt croissant pour le processus de démocratisation dans les pays en voie de développement est à l'origine de l'ouvrage de Zehra Arat. Question lancinante que celle de savoir si la démocratie libérale, avec ses implications juridiques et politiques quant à la constitution d'un État de droit, s'accommode de conditions économiques de sous-développement et d'inégalités sociales. Pour ceux qui aujourd'hui, tant au niveau théorique que dans la pratique, veulent faire vivre tous les États dans le même temps mondial et les faire vibrer au rythme d'un même système de valeurs, la tentation reste grande de ne pas trouver d'excuses à des pays qui ne pratiquent pas la démocratie. Mais qu'est-ce que la démocratie ?

La première partie de l'ouvrage d'Arat est consacrée à une définition de la démocratie. L'auteur passe en revue les différentes conceptions et représentations d'un régime politique supposé donner la prééminence aux gouvernés eux-mêmes en les rendant maîtres du choix de leurs gouvernants et en leur permettant de contrôler leur gouvernement. Aux définitions théoriques, l'auteur préfère une approche empirique qui privilégie quatre éléments :

la participation politique ; l'ouverture du processus démocratique sans restrictions dues à l'âge, au sexe, au niveau d'éducation, etc. ; la concurrence et le respect des libertés publiques. Ces quatre éléments, mesurables empiriquement et quantifiables, permettent à l'auteur de dresser un tableau de pays en voie de développement classés en fonction de leur ouverture plus ou moins grande sur la démocratie.

Dans un second chapitre, l'auteur fait ressortir l'importance du facteur économique dans la constitution de la démocratie. Les thèses de la modernisation politique qui font aller de pair développement économique et développement politique sont, en particulier, soulignées. L'auteur conclut, tout en nuancant l'apport de la thèse de la modernisation, qu'il n'existe pas de respect des droits de l'homme sans développement économique.

Dans un troisième temps, Arat étudie les autres facteurs qui contribuent à la stabilité de la démocratie dans les pays en voie de développement. L'auteur se demande si la culture politique, le poids du facteur ethnique ou communautaire, le rôle des militaires ne sont pas autant d'obstacles à l'instauration et à la sauvegarde des droits. Sans rien ôter à l'importance de ces facteurs, l'auteur conclut néanmoins à leur relative influence. Ce sont certes là des facteurs qui favorisent ou fragilisent la démocratie naissante, mais qui ne sont pas susceptibles à eux seuls de la déterminer de bout en bout.

Dans un quatrième temps, l'auteur s'attache à développer – ce qui ne manque pas d'apparaître comme la thèse centrale de l'ouvrage – l'idée

que c'est le développement économique d'un pays qui détermine son «état» démocratique. En particulier, la situation de dépendance externe et les choix économiques de l'élite, surtout en matière de redistribution du revenu national, paraissent essentiels.

Enfin, dans un dernier temps, Arat étudie le cas de trois pays qui sont parvenus à établir un équilibre harmonieux entre démocratie et développement: le Costa Rica, l'Inde et la Turquie. Dans ces trois cas, avec plus ou moins de succès, les dirigeants ont réussi d'après l'auteur à opérer une réforme agraire adéquate, à assainir la situation du secteur agricole et ont bénéficié de prêts importants qu'ils ont su utiliser. L'auteur reste cependant conscient des menaces à venir autant internes (les militaires en Inde par exemple) que la dépendance externe, le cycle infernal «emprunts, dette et services de la dette.»

Basée sur une recherche empirique, tendant à dégager les conditions économiques du développement de la démocratie dans les pays du Sud, l'analyse de Zehra F. Arat apparaît essentielle. On pourra, certes, toujours contester l'accent quasi exclusif mis sur l'économique dans l'explication des échecs du développement politique. Cependant, outre le fait qu'il existe de nombreuses études sur la culture politique dans les pays du tiers monde et que l'anthropologie politique, notamment culturaliste, a insisté depuis fort longtemps sur le rôle des valeurs et des modèles dans le changement social, l'attention accordée au développement économique n'est pas de trop dans la situation de réelle catastrophe socio-économique dans laquelle se débat désespérément un nombre

croissant de pays du Sud. Arat montre très bien, et c'est cela le nœud de son argumentation, qu'à moins de garantir les droits économiques et sociaux aux plus démunis, il ne sert à rien de s'instituer en farouche défenseur des libertés civiles et politiques. Vues sous cet angle, la richesse de la bibliographie, la finesse de l'analyse et la pertinence de la critique des théories du développement économique sont les qualités majeures de cet ouvrage.

Joseph MAILLA

*Université St-Joseph - Beyrouth
Institut Catholique - Paris*

HOLSTI, Kalevi J. *Peace and War: Armed Conflicts and the International Order 1648-1989*. Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1991, xvii, 379p.

Ce n'est pas un autre ouvrage sur l'étiologie de la guerre. Nous sommes bel et bien en présence d'une œuvre fondamentale, d'un texte indispensable pour l'étude théorique et empirique des relations politiques internationales et plus particulièrement de la sécurité internationale.

Holsti commence par une critique des thèses structuralistes et néo-réalistes visant à expliquer les causes de la guerre. Selon lui, elles se sont trop concentrées sur des facteurs objectifs au détriment d'éléments beaucoup plus intangibles, comme les idéaux et les idées politiques, les valeurs et les intérêts, et les passions reliées aux allégeances religieuses et idéologiques. Au lieu de mettre l'accent sur